

La Traversée

N° 41 décembre 2009

Université de Genève | Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation | Section des sciences de l'éducation |

Licence mention Enseignement | Module Approches transversales I : Situations éducatives complexes, relations, institutions et diversité des acteurs.

Nous invitons les formatrices et formateurs de terrain et de l'université du module EAT1 à une première **journée** de co-formation, sur la thématique suivante :

TRAVAILLER PLUS POUR APPRENDRE MIEUX ?

Quantité et qualité du temps scolaire : quel profit pour les élèves (en difficulté) ?

Woody Allen raconte l'histoire de ces deux vieilles dames prenant leur repas dans leur maison de retraite. La première se plaint à haute voix : « La nourriture n'est vraiment pas bonne ici ! » Sa voisine lui répond : « Oui, et en plus, il n'y en a pas beaucoup ! »

Ne riez pas. Pour bien vivre, il faut une alimentation suffisante en qualité *et* en quantité. Manger équilibré, mais pas assez, fait maigrir. Manger beaucoup, mais avarié, fait dépérir. Nous savons que l'excès de sucre rend obèse, et que du riz en suffisance n'évite pas les carences. Le développement durable se mesure plus à la bonne santé d'une société qu'au nombre d'heures qu'elle passe à table. Et le temps que sa jeunesse passe en classe ? En faut-il toujours plus pour progresser, ou faut-il aussi (et d'abord) s'inquiéter de sa qualité ?

Du temps pour apprendre ?

Si les grands-mères de Woody Allen nous surprennent, c'est qu'elles font une drôle d'opposition : elles voudraient *davantage* de ce qui n'est pas bon, alors qu'elles pourraient en réclamer *moins* pour obtenir quelque chose de *meilleur* en compensation. Manger mal vaut peut-être mieux que manger rien, mais est-ce l'alternative raisonnable ? À l'école comme dans d'autres institutions, on pourrait rêver de portions différentes et plus conséquentes en même temps...

Changeons de lieu, d'usagers et transposons le raisonnement. On sait que certains élèves ne goûtent guère le temps qu'ils passent à l'école. Les leçons vont trop vite, trop lentement, ils ne « suivent » pas l'enseignant, ne comprennent pas ce qu'il explique, ils sont « en difficulté », « en échec », voire « en rupture de scolarité ». Les moins chanceux passent plusieurs milliers d'heures entre les murs de l'institution, mais la quittent sans maîtriser la lecture, l'écriture, les savoirs et les compétences nécessaires à leur autonomie et à leur intégration. Si une seule chose rassemble adversaires et partisans de l'école, de la pédagogie et/ou des réformes, c'est au moins cette commune indignation : « tant d'années passées sur les bancs d'école, et, au final, trop de désillusions... »

D'où, bien sûr, cette question : que faire avec les élèves qui ne profitent pas comme ils le devraient de l'enseignement tel qu'il se fait ? Ecartons d'emblée l'option radicale qui – les jugeant « inenseignables » – leur demanderait de quitter les lieux : tant que l'instruction est obligatoire, l'école doit instruire même et d'abord ceux qui ne veulent pas savoir. Il faut bien les prendre en charge, faire en sorte qu'ils progressent quand même, malgré leurs défaillances ou même leur mauvaise volonté. Le second réflexe ne les met pas complètement à part, mais veut leur offrir *plus de temps* pour – comme on dit – « rattraper leur retard ». En première analyse, les élèves sont « lents » ou « rapides », ils comprennent « vite » ou « lentement », il faut tenir compte de ces différences en proportionnant le temps disponible au temps nécessaire pour apprendre. Devant des résultats nationaux plutôt décevants, que font donc des Etats comme la Genève, la Suisse ou la France ? Ils allongent le temps de travail de tous les élèves, des plus faibles en particulier. Par exemple :

- Le concordat HarmoS rend l'école obligatoire en Suisse dès l'âge de 4 ans, ce qui ajoute deux années au contrôle de l'éducation par l'école publique.
- La France instaure des soutiens individualisés pour les élèves mal notés, en dehors de l'horaire scolaire régulier.
- Dans les deux pays, les élèves pour qui c'est insuffisant doivent redoubler une année et/ou être orientés vers des dispositifs de « mise à niveau », prérequis pour entrer dans telle ou telle filière.

Comme se le demandait récemment Charles Magnin, historien de l'éducation, la pression sociale ne transforme-t-elle pas le souci de l'échec scolaire en souci de contrôler les élèves en échec, et ce contrôle en mise sous tutelle des familles les moins favorisées ? Garantir le « droit au soutien » ou le « droit au redoublement » peut partir d'une bonne intention. Mais que conclure de la somme des prolongations si elle aboutit à ces deux conclusions :

- 1) les enfants pauvres passent plus de temps que les autres sous le regard des enseignants ;
- 2) plus l'école ajoute en *quantitativement*, moins elle change *qualitativement*.

Plus du même : remède ou condition du *statu quo* ?

Car le véritable enjeu est bien là : *plus du même* est-il le remède à l'échec scolaire ou le plus sûr moyen d'entretenir la situation ?

Supposons que Woody Allen ait raison, et que certains enfants souffrent moins du manque d'heures passées à l'école que de la *nature* de ce qu'ils y rencontrent, donc de la *qualité* des expériences qu'ils vivent dans l'institution.

Supposons que la pédagogie différenciée n'ait pas tort, et qu'il faille réfléchir à d'autres leviers que le temps passé à souffrir pour sortir un élève du découragement, du désintérêt ou du décrochage ?

Suivons même les sociologues lorsqu'ils soupçonnent l'obsession de répéter le programme avec les plus faibles, moyen de détourner, de débarrasser les plus forts du souci de les aider ?

Plus de temps pour les élèves en difficulté serait alors moins de temps perdu – pour l'école et ceux qui en profitent – à s'en inquiéter... Un tel cynisme est peut-être moralement condamnable, mais est-il plus grave que les faits qu'il vient questionner ?

Un enjeu politique et professionnel

Le temps que les élèves passent à l'école, et le profit qu'ils en tirent, est un problème politique qui se règle par l'arbitrage démocratique : au Parlement, au Gouvernement, dans le débat public, par voie de référendum ou de campagnes de presse. Mais c'est aussi et peut-être d'abord un enjeu *professionnel*, qui concerne les enseignants, les formateurs, les étudiants, les chercheurs en éducation.

Au-delà de la mise en garde qui précède, que savons-nous exactement des rapports entre *quantité* et *qualité* du temps scolaire ? « Travailler plus pour apprendre mieux » : est-ce un raisonnement évident, absurde, discutable, acceptable à certaines conditions ? Comment utilisons-nous – de manière différenciée ou non – le temps d'enseignement à disposition ? Comment réagissons-nous lorsque le temps de l'apprentissage ne correspond pas *ipso facto* ? Et aussi : comment abordons-nous ces enjeux en formation, par exemple lorsqu'un étudiant trouve qu'un élève est « toujours en retard » ou qu'il se demande si former « chacun à son rythme » n'est pas plus dangereux que d'imposer le même cours à tous ?

Cette journée de Co-formation cherchera – c'est notre habitude – à faire le point sur la question de fond, puis – à travers nos échanges – à voir comment nous passons le temps de formation à réfléchir, avec la relève et grâce à elle, au temps nécessaire à l'instruction.

Programme de la journée de Co-Formation du 5 novembre 2009

8h30	ACCUEIL Salle MS 130 à Uni Mail
8h45 - 10h	Intervention d'Olivier Maulini : <i>Du temps pour apprendre ? Durée, qualité et efficacité de la scolarité.</i>
10h30- 11h30	Groupes de travail. Salles 4193, 5193, 5389, (3393).
	PAUSE
13h30 – 14h	ACCUEIL Salle 1170. Petit film : points de vues d'élèves sur les rythmes scolaires.
14h – 15h	Groupes de travail. Salles MS030, MS050, 1170 (5389).
15h - 15h30	Synthèse et clôture de la Journée. Salle 1170.